



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7713>

# Privatisation : 200 000 Danois livrent bataille contre Goldman Sachs

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : samedi 8 février 2014

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

Faire des affaires avec la banque Goldman Sachs peut provoquer des crises politiques. C'est l'expérience que vient de vivre le Danemark. Le gouvernement a annoncé l'entrée de la banque états-unienne dans le capital de l'entreprise publique de l'énergie Dong Energy (l'équivalent de GDF avant sa privatisation). La nouvelle a suscité une vive réaction dans le pays : 200 000 personnes (sur les cinq millions d'habitants) ont signé une [pétition](#) en ligne pour protester contre cette prise de participation. Des milliers de manifestants ont convergé vers le Parlement le 29 janvier. Six ministres, membres du Parti populaire socialiste, ont démissionné en signe de désaccord, provoquant une crise gouvernementale. La coalition nationale entre les trois partis au pouvoir en sort fragilisée.

Dong Energy est une entreprise stratégique, productrice de pétrole, de gaz naturel et d'électricité, avec un chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros. L'accord avec Goldman Sachs prévoit l'achat de 19 % du capital - pour 1,1 milliard d'euros - réduisant d'autant la participation de l'État danois. Deux fonds de pension seraient partenaires de la banque dans cet investissement. La banque obtiendrait un droit de veto sur certaines décisions stratégiques, comme la nomination des dirigeants.

Les critiques portent également sur le fait que Goldman Sachs a prévu de procéder à cet investissement via une société située au Luxembourg, en partie détenue par des actionnaires basés aux îles Caïmans et dans l'État du Delaware aux États-Unis, rapporte le Financial Times. Un montage financier via des paradis fiscaux notoires qui exaspère une partie de la population. « Goldman Sachs se conforme et continuera de se conformer à toutes les lois fiscales applicables au Danemark, au Luxembourg, aux États-Unis et dans les autres pays concernés », a répondu la banque d'affaires, arguant qu'il n'est pas nécessaire pour un tel investissement « minoritaire » de créer une structure juridique au Danemark.

La banque états-unienne, « abasourdie par la férocité soudaine du débat danois » d'après le Financial Times, et sans doute peu habituée à une telle résistance, défend toujours le projet, et espère que cela ne remettra pas en cause ses autres investissements dans le pays. D'après un sondage récent, 68% des Danois seraient opposés à cette vente. Le gouvernement préférera-t-il écouter la banque d'affaires ou ses citoyens ?

*Post-scriptum :*

*Crédit photo : cc*